

Logge! Paris T= 5'404

INTERPRET. CONSEC. FRANC-ITAL. (1155/D)
A.A. 1998-99 - SESSIONE AUTUNNALE
II Appello - IV ANNO (21.10.99)

INTERVISTA A BERNARD KOUCHNER, SECRETAIRE D'ETAT FRANCAIS A LA SANTE, DESIGNE POUR ETRE LE HAUT REPRESENTANT DES N.U. AU KOSOVO: "IL FAUT TOUT CREER AU KOSOVO" - Le Monde, 4.7.1999

Q Comment envisagez-vous votre mandat pour le compte de l'ONU au Kosovo?

R C'est l'espoir que la paix puisse remplacer la haine et la guerre, malgré les pesanteurs historiques. C'est le mandat des N.U. et c'est ce que j'ai essayé de faire toute ma vie à titre préventif. Je suis honoré d'avoir été choisi par le Secrétaire Général des Nations unies, mais c'est aussi la politique de mon pays qui a été choisie. L'essentiel, ce sont les souffrances des gens au Kosovo. Nous avons presque réussi à les protéger et nous allons poursuivre nos efforts, leur rendre l'espoir en l'avenir. C'est une tâche de l'ONU à ma mesure et je m'y emploierai de toutes mes forces: au fond je n'ai jamais fait autre chose dans ma vie et je suis conscient que cette mission est une mission historique. Ma première pensée va aux gens que l'on doit aider: cela dit, ma vision sur l'ingérence c'est la protection des minorités, où qu'elles soient, au nom des droits de l'homme, parfois au dessus de la souveraineté des Etats. Ce droit d'ingérence, légitime, est né de l'action humanitaire, mais il est infiniment politique et il doit donc être bâti par la communauté internationale. J'énoncerai plus clairement mes tâches prioritaires lorsque je serai sur place, au contact des populations, car rien ne se conçoit sans elles. Mais, dans l'immense reconstruction administrative nécessaire, la sécurité des deux communautés est une tâche urgente. Il faut reconstruire une administration qui est complètement anéantie: il faut tout refaire, tout créer au Kosovo! Pour cela, on aura évidemment besoin d'argent, lequel est parfois très lent à venir...il faut absolument que nous fassions comprendre à nos partenaires, à l'Union européenne notamment, que nous avons besoin de moyens, d'argent, de techniciens, de policiers...il serait en effet incompréhensible qu'après avoir dépensé des milliards pour la guerre nous fassions un

02-1155-D-CON-2

9

VI

effort moins grand pour financer la paix. Cela fait partie de ma tâche de faire comprendre qu'il faut payer vite: politiquement, tout le monde est d'accord. J'ai fait allusion à une force de police: comprenez-moi bien: il faut recruter des policiers sur des critères nécessairement objectifs, d'éducation, du sens du devoir, et ces tâches aussi nous reviennent. La police est une force indispensable, qui doit être au service du gouvernement à construire et de la sécurité de tous et non pas d'une faction.

Cette opération de l'ONU est une mission exaltante et très difficile, précisément parce qu'il n'y a pas de précédent; pour la remplir, il faudra que je quitte la France et, quant à ma succession au gouvernement, je n'en sais rien pour l'instant, c'est au premier ministre de décider. Je viens de parler à Lionel Jospin, je l'ai remercié de son soutien; certes, je ne quitte le gouvernement français qu'à regret: je n'avais pas terminé mon travail au ministère de la santé, que Martine Aubry poursuivra. J'ai été honoré d'avoir fait partie de ce gouvernement, c'est un gouvernement que j'aime. Mais je ne pouvais refuser d'être haut représentant pour le Kosovo lorsque le président de la République me l'a demandé. Au fond, j'ai accepté d'abord parce que c'est la suite d'une longue marche dans ma vie et parce que on a rendu hommage au rôle joué par la France tout au long de la crise: ce sont des signes très forts du dispositif onusien pour assurer une présence internationale civile au Kosovo, qui dans l'immédiat, fera office de véritable gouvernement de la province, placée de fait sous protectorat de la communauté internationale. Oui, je m'éloigne, mais je reviendrai...